

LE MONDE DE L'APRES 11 SEPTEMBRE

Une prise de conscience décalée



Par Claude Nigoul

Pour Claude Nigoul, l'effondrement des Twin Towers le 11 septembre 2001, ne relègue pas la chute du mur de Berlin en 1989, "au rang de péripétie". Les attentats du 11 septembre ne sont que l'expression spectaculaire de tendances lourdes, depuis longtemps à l'œuvre dans l'organisation et le fonctionnement des sociétés politiques.

Passé le temps de la stupeur, les experts se sont emparés des attentats du 11 septembre 2001 pour en livrer une analyse à la hauteur du choc émotionnel provoqué dans le monde.

Événement exceptionnel, oblige. Comment ne pas, dès lors, succomber à la tentation du tournant historique, de la rupture brutale et radicale avec les logiques antérieures ?

Ainsi va l'esprit humain qui a besoin de seuils, de moments symboliques pour appréhender le cours de l'Histoire et dater ses étapes. Le monde d'après le 11 septembre serait donc totalement différent de celui qui l'avait précédé et, dans l'évolution antérieure, même la chute du mur de Berlin, symbole de l'achèvement du système bi-polaire né de la seconde guerre mondiale, est ravalée au rang de péripétie par l'effondrement des Twin Towers.

Beaucoup de commentateurs ont souscrit à cette thèse que l'ampleur du drame, sa médiatisation directe, sa frappante symbolique et sa coïncidence avec le changement de millénaire ont fait tout naturellement ressentir comme le passage instantané et imprévisible à une autre époque. Qu'en est-il réellement ?

Quelques mois de recul ne permettent pas de répondre à cette question, d'ailleurs toute rhétorique. L'Histoire est comme la Nature: "non facit saltum". Et si la chute d'une gigantesque météorite peut bouleverser l'évolution, celle d'un avion de ligne précipité sur des tours de bureaux n'est pas un imprévisible accident de l'Histoire, un cas fortuit comme le dit le jargon de la responsabilité. La mécanique céleste ne procède pas des mêmes logiques, ne s'inscrit pas dans les mêmes processus que l'action des hommes.

Certes, on peut relever bien des changements dans les relations internationales depuis l'automne dernier: modification des attitudes face au terrorisme, reconfiguration des alliances, émergence de nouveaux acteurs, réévaluation des rapports de force, tout cela s'impose à l'évidence au commentateur. Mais, retombée la poussière qui planait sur les ruines, dissipée la fumée des incendies, quel sens donner à l'événement ? Moment révolutionnaire dans l'histoire de la planète ou fait divers surdimensionné s'inscrivant dans son cours ?

L'analyse de quelques unes des questions largement débattues depuis six mois permet de formuler la thèse que les attentats du 11 septembre ne sont que l'expression spectaculaire de tendances lourdes, depuis longtemps à

L'œuvre dans l'organisation et le fonctionnement des sociétés politiques,

Occultée par la rationalité perverse du modèle bi polaire, cette évolution a été ignorée par le conformisme euphorisant de l'après guerre froide et le recul de la terreur nucléaire. Les événements de New York ont fait tomber les lunettes roses. Ils apparaissent comme le révélateur photographique de la véritable violence mondiale et des rapports de force nouveaux qui se forment à partir d'elle. Ils sont un tournant, en effet, mais seulement celui de la prise de conscience tardive d'une mutation du monde westphalien devenu planétaire, confronté aux défis du XXIème siècle avec les instruments hérités du XIXème.

LA REPRIVATISATION DE LA VIOLENCE

Les attentats du 11 septembre ont mis brutalement en lumière une évidence d'autant plus volontiers occultée qu'elle renverse une évolution multiséculaire et donc des habitudes de pensée solidement enracinées :

La monopolisation historique de la violence par les Etats. La construction progressive, à partir de l'ordre européen mis en place par les traités de Westphalie, des stato souverainetés, devenues le socle exclusif du système international au XXème siècle en a fait les seuls titulaires de la violence légitime et les seuls acteurs de la guerre. Peu importe que cette idéologie fût contredite aussi bien par les faits que par le droit. Par les faits d'abord car, après les affrontements interétatiques mondiaux de la première moitié du siècle, la violence opposant les forces régulières des Etats à des organisations s'autoproclamant représentatives des peuples opprimés ou des forces révolutionnaires en lutte, devint l'expression la plus courante de la guerre qu'on baptisa étrangement de civile.

Dans un monde coupé en deux, où la terreur nucléaire excluait l'affrontement direct des deux super souverainetés que constituaient les Etats Unis et l'URSS, la guerre à quelques rares exceptions près, ne mettait plus face à face des Etats seuls habilités à la faire, mais des Etats cherchant à réduire des guérillas, des groupes terroristes, des mouvements de libération, des bandes organisées, en un mot des forces privées n'ayant d'autre légitimité que celle que leur conférait l'idéologie du moment, confirmée par la victoire lorsque celle ci leur souriait.

Dans le monde bipolaire de la seconde moitié du siècle, les acteurs privés de la violence organisée faisaient un retour massif face à des Etats sur la défensive.

Paradoxalement, ils étaient puissamment aidés dans cette entreprise de reconquête par le droit international. A la fin de la seconde guerre mondiale les vainqueurs traumatisés pensèrent pouvoir assurer une paix permanente grâce au système de la sécurité collective qui repose tout entier sur un principe simple : la prohibition du recours à la force dans les relations entre Etats que pose l'article 2 de la Charte de San Francisco. Interdits de violence en dehors de l'enclos de leur territoire, les souverainetés étaient ainsi invitées à désertir l'espace sans frontières en voie de décloisonnement sans que soit mise véritablement en place une police organisée adaptée à cette évolution de la violence.

Car, et c'est là le paradoxe, le système imaginé par la Charte de l'ONU pour maintenir la paix ne concerne que le trouble international provoqué par les Etats, laissant le champ libre aux perturbateurs non étatiques dont la violence échappe aux compétences du Conseil de sécurité.

Quarante ans de guerre froide ont masqué cette anarchie institutionnalisée que régulaient la discipline des blocs.

Sans doute, durant cette période, la violence privée n'a cessé de prospérer tandis que se multipliaient les forces privées dont elle était le principal recours. Mais elle était alors instrumentalisée par les deux super puissances qui pliaient ces groupes à leur

service, les intégraient dans leur stratégie, les soumettaient à leurs intérêts. La normalisation Est Ouest a brisé cette logique et l'ordre pervers qui en découlait. Débarrassés de l'ancienne tutelle, portés par l'ouverture à la mondialisation du marché de la violence, ces forces peuvent désormais s'organiser et se renforcer dans un espace sans contrôle et mettre leur violence au service des enjeux les plus hétéroclites ethniques, religieux, criminels, délirants et, plus généralement, de lucre sans limites.

Les événements du 11 septembre n'ont rien ajouté à cette évolution, déjà ancienne, vers la privatisation croissante de la violence, de ses enjeux, de ses modes, qui enlève à l'Etat le monopole qu'il avait progressivement acquis.

Mais ils ont été un formidable révélateur de l'importance du phénomène. Perçu naguère comme marginal, pour ne pas dire anecdotique, il devient désormais la nouvelle raison des rapports de force. En portant sa violence destructrice au cœur même du territoire de l'état le plus puissant du monde, et en le forçant à mobiliser sa plus grande force pour le combattre, le groupe Al Qaida se pose comme un interlocuteur de même niveau que les plus puissants des états dans la nouvelle rationalité de la violence.

GUERRE DE RELIGIONS CHOC DE CIVILISATION

Les attentats du 11 septembre ont fait la notoriété de Samuel Huntington. Connu dans le milieu restreint des experts en stratégie et relations internationales pour son fameux article sur " L'Occident et le choc des civilisations " paru dans la revue Foreign Affairs en 1993, il était surtout l'objet des controverses du monde scientifique. En quelques jours, il a accédé au statut de "best seller", exposé en évidence sur les présentoirs des librairies de gare et d'aéroport. Ce succès donne la mesure des interrogations de l'opinion publique traumatisée et avide d'explications globales. Pour le citoyen moyen, en effet, la question s'est tout naturellement posée de comprendre le sens de cette violence qui n'entraîne pas, à l'évidence, dans les catégories qui lui étaient familières, tant par son ampleur que par sa nature ou les motivations qui semblaient l'inspirer.

La thèse de Huntington, très vite évoquée par les commentateurs, permettait une lecture simple, voire simpliste, mais apparemment cohérente des événements, en dehors des grilles habituelles, manifestement inadaptées.

Les attentats étaient-ils la première explosion d'une guerre de religions ou, plus largement, la première manifestation notoire de ce " clash of civilizations " prédit par le professeur de l'université Harvard ? La réponse quasi unanime des responsables politiques, des leaders religieux et des observateurs fut une dénégation catégorique. On peut comprendre cet empressement des élites dirigeantes, soucieuses de ne pas jeter de l'huile sur le feu et de ne pas dresser les communautés religieuses les une contre les autres en cristallisant le comportement déviant d'une minorité illuminée. Mais cette prudence politique ne constitue en rien la réfutation d'une évolution évidente. Les événements en cause ne font que la confirmer dans un acte hautement symbolique qui s'apparente fort à une déclaration de guerre, lancée par les tenants d'une lecture fanatique du Coran, à tous ceux qui ne la reconnaîtraient pas comme la Loi.

Une Violence symbolique exercée au nom de Dieu

Que cette interprétation fanatique soit le fait d'une infime minorité de musulmans est une remarque hors sujet. La question est de savoir quel est l'enjeu de cette violence. Il ne s'agit évidemment pas de conquête; pas davantage de renverser un gouvernement pour s'y substituer, ni même de désorganiser de façon durable une économie ou un système social. Il s'agit d'une violence symbolique, exercée au nom

de Dieu pour frapper un monde mécréant. Ce n'est pas ici le lieu de se livrer à une exégèse savante des déclarations des terroristes ou des leaders d'Al Qaida.

La simple lecture y suffit. **" Dieu nous a ordonné de terroriser les incroyants et nous l'avons fait "** s'exaltait encore le porte parole de l'organisation dans un document diffusé en avril 2002. Le vocabulaire, la rhétorique, le propos explicite proclament et revendiquent l'inspiration, la nature et la finalité religieuses de l'action. Et, non seulement, sa condamnation généralisée par de nombreuses autorités de l'Islam n'infirme pas cette analyse mais elle la confirme, puisque c'est en raison d'une conception hérétique de la religion d'Allah qu'elle est prononcée.

Même la perception américaine s'inscrit dans cette logique car, en dépit des dénégations officielles politiquement explicables, c'est bien dans un combat du Bien contre le Mal que se situe la réplique militaire des Etats Unis. En cela rien de nouveau ni de surprenant. Tout au plus la confirmation du retour appuyé de l'idéologie religieuse en place des idéologies politiques dominantes au XXème siècle.

La seconde guerre mondiale avait déjà donné le ton : les conquêtes territoriales y étaient au service d'une idéologie éradicatrice qui postulait la victoire totale. Mais c'est surtout la guerre froide qui, pendant quarante ans, va donner son caractère religieux à l'affrontement.

Conquêtes et prises de pouvoir ne sont que des moments tactiques. C'est la conquête des esprits on serait tenté d'écrire des âmes qui est en cause. Il faut extirper l'hérésie de l'adversaire qui n'a d'autre recours que la liquidation physique Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! – ou l'abjuration la Sainte Inquisition. Et c'est bien ainsi que cette guerre va se conclure. Par l'abjuration de l'URSS qui rejettera l'hérésie collectiviste pour épouser la religion démocratique libérale, et célébrer le culte de l'économie de marché servi par les Chicago Boys. En cela rien de nouveau donc, sinon que le caractère pleinement religieux de la violence se démasque, et que le vocabulaire le Grand Satan, l'Empire du Mal trouve un registre pleinement cohérent. Que le Président George Bush ait commis un lapsus politiquement maladroit en parlant de " croisade " est, sans doute, malencontreux mais indique parfaitement l'esprit de la réplique à une violence que ses promoteurs eux mêmes portent au nom de la Guerre Sainte. Bien sûr toute la violence du monde n'est pas religieuse et les attentats du 11 septembre ne sonnent pas la charge d'une guerre généralisée de l'Islam contre la Chrétienté.

Mais il est difficile de ne pas voir qu'il s'agit d'un terrorisme d'inspiration religieuse, ressenti comme tel, quoi qu'ils en disent, par ceux qu'il a visés, et qui se place dans une évolution qui inscrit la guerre dans un ensemble de logiques religieuses. La première guerre du XXème siècle confirme sinistrement la célèbre prédiction d'André Malraux.

LES ETATS UNIS GENDARMES DU MONDE

La réplique américaine aux attentats apparaît comme une démonstration de la supériorité militaire sans rivale des Etats Unis. Leur intervention en Afghanistan, la victoire sur les Taliban chassés expéditivement du pouvoir, le rétablissement d'un système politique plus présentable, constituent un incontestable succès qui masque commodément le relatif échec de la tentative d'éradication d'El Qaida. L'entreprise était hasardeuse, tant diplomatiquement que militairement. Elle a été conduite habilement et avec une souplesse suffisante pour ne pas compromettre les suites politiques qu'elle devait préparer. Et même si la résistance des Taliban fut sans doute plus faible qu'attendue, on voit mal quelle autre puissance que l'américaine aurait pu relever ce défi et l'emporter. Mais, là encore, il ne s'agit pas d'un fait nouveau. Tout au plus peut on y voir une meilleure adéquation des moyens à des objectifs affirmés dix ans auparavant et désormais débarrassés, dans une certaine mesure, de complexes hérités de la guerre du Vietnam et de la piteuse expédition somalienne. Il est de nouveau accepté par les dirigeants et l'opinion

américaine que, quand on est soldat, on peut mourir à la guerre ce qui laisse, on en conviendra une plus grande latitude stratégique et tactique dans la conduite des opérations. C'est la force du Président Bush d'avoir fait accepter cette évidence par ses concitoyens comme condition d'égalisation psychologique minimale face à des kamikazes.

La véritable guerre asymétrique

Comment , malgré une écrasante suprématie technologique, prétendre à la victoire devant des adversaires qui aspirent au martyr si on refuse l'idée de pouvoir risquer sa vie ?

C'est là que résidait la fameuse asymétrie entre la puissance militaire des forces armées américaines et les terroristes, et non dans l'inadéquation des premières aux conditions spécifiques de lutte contre les seconds. La campagne d'Afghanistan a montré que l'outil forgé pour mener la guerre froide contre l'Union Soviétique avait acquis une adaptabilité suffisante pour s'engager sans délai et avec succès dans un conflit non orthodoxe. De cela se dégage donc seulement une confirmation : la volonté d'hégémonie militaire américaine, sans partage depuis la fin de la guerre froide et la priorité stratégique du nucléaire, est plus que jamais affirmée et consolidée par un esprit de défense sans réticence et par des performances réussies.

L'Hégémonie militaire, un instrument au service d'une vision du monde

C'est que l'hégémonie militaire n'est pas une fin en soi, ni même un moyen au service d'une politique étrangère qui, comme toute politique, évolue en fonction des changements politiques et géopolitiques mondiaux. Elle est un instrument au service d'une vision du monde, des relations internationales et du rôle historique des Etats Unis qui relèvent d'un véritable messianisme planétaire selon le modèle de société américain. Cette vision est ancienne et même, dans une certaine mesure, traditionnelle. Mais elle a été largement systématisée pendant les années 90 par l'administration Clinton, qui en a fait une doctrine destinée à fonder le nouveau système international après l'effondrement de l'ordre bipolaire. Dans une série de discours et de déclarations le Président George Herbert Bush, dans le contexte de la guerre du Golfe, avait esquissé, dès 1990 91, le projet américain de nouvel ordre mondial. Il s'agissait approximativement d'un compromis qui mettait le bras armé de la désormais unique superpuissance au service de la sécurité collective selon la Charte des Nations Unies que débloquent la fin du conflit Est Ouest. Arrivé aux affaires, le Président Clinton reprit ce dessein à son compte en musclant le rôle des Etats unis. Celui ci a été défini sans ambiguïtés notamment par l'actuel Secrétaire d'Etat, le général Colin Powell, alors président du comité des chefs d'état major des armées qui déclarait en 1993, dans la revue Foreign Affairs : " L'Amérique doit assumer la responsabilité de sa puissance. Nous devons diriger le monde. C'est notre rendez vous avec le destin, nous ne devons pas laisser l'Histoire nous échapper ".

Dans la même revue le Conseiller pour la sécurité, M. Anthony Lake lui faisait écho : " Nos intérêts et nos idéaux ne nous obligent pas seulement à nous engager, mais à diriger. " Cette ambition est celle de la liberté car, comme le déclarait le Président Clinton lui même, le 21 septembre 1993, dans un discours à l'université Johns Hopkins : " Le successeur de la stratégie du containment doit être une stratégie de l'enlargement " entendant par là l'élargissement de la libre communauté des démocraties et des économies de marché. Ce leadership se développera par une " diplomatie totale ", comme il l'avait expliqué quelques mois auparavant dans une allocution à l' American University, abolissant la distinction entre politique intérieure et politique étrangère et impliquant une suprématie généralisée : géoéconomique, stratégique et militaire.

Concrètement, cela se traduit par une volonté de resserrement des principales démocraties de marché (OTAN), l'encouragement et la consolidation des nouvelles démocraties et économies de marché (PECO), et la lutte contre les « backlash states » (Irak, Iran et autres états voyous) Et M. Anthony Lake précise: " Notre politique envers ces états, tant qu'ils se comportent comme ils le font, doit chercher à les isoler diplomatiquement, militairement, économiquement et technologiquement ... Quand les actions de tels états menacent directement notre peuple, nos forces ou nos intérêts vitaux nous devons être clairement préparés à frapper en retour de façon décisive et unilatérale."

Il est difficile de concevoir plus grande continuité entre la doctrine élaborée il y a dix ans pour faire face aux données internationales nouvelles, et les travaux pratiques engagés après le 11 septembre. Et, de même, d'imaginer plus cinglant démenti à la thèse de l'Amérique prise de court par l'agression terroriste d'Al Qaida et son soutien taliban. On peut ainsi raisonnablement considérer que les événements de septembre étaient, non pas prévus dans leur forme particulière, mais envisagés dans leur principe et que la réaction qu'ils ont suscitée était elle même préparée, dans l'esprit des dirigeants, dans la planification politique, stratégique et diplomatique. La politique de défense, fondée sur un éventail complet de capacités défini et progressivement mis en place au travers de la recomposition des forces (bottom up review) et de la révolution dans les affaires militaires (RMA), constitue évidemment le fer de lance de cette posture.

Elle fait des Etats Unis, non pas le gendarme de la sécurité internationale, mais son régulateur, dès lors que la violence, quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifeste, menace cette vision d'un monde, non pas soumis à l'hégémonie des Etats Unis, mais devenu lui même les Etats Unis par la mondialisation du modèle américain.

L'IMPACT SUR L'EUROPE

On peut se poser la question de l'impact sur l'Europe des événements qui ont frappé l'Amérique. Cette question est particulièrement cruciale à un moment où les Européens semblent enfin déterminés à s'investir davantage dans leur propre sécurité en forgeant l'instrument militaire commun après lequel ils courent depuis le début des années cinquante. Ils ont, il est vrai, longtemps oublié que la finalité initiale de leur unification est d'assurer ensemble leur défense, et que la laborieuse union économique et monétaire qu'ils ont forgée en un demi-siècle n'est que le détour que leur a imposé l'échec en 1954 de la Communauté Européenne de Défense et son corollaire, l'union politique. Depuis ils avaient pris, à la notable exception de la France, la mauvaise habitude de s'en remettre à l'Amérique pour garantir leur protection.

Il aura fallu plus de quarante ans, une complète remise à plat des rapports de force qui avaient structuré le système international depuis la seconde guerre mondiale et la démonstration, dans les Balkans, de l'incapacité de l'Europe à faire son propre ménage, pour que s'enclenche la dynamique d'une politique commune de sécurité et de défense.

Depuis l'accord franco britannique de Saint Malo en 1998, jusqu'au sommet de Nice, dont ce fut le seul succès d'entériner, en décembre 2000, les décisions fondamentales préparées avec une étonnante rapidité, l'ambition a réellement pris corps.

D'ici un an ou deux l'Union européenne disposera de capacités militaires conçues pour être projetées dans des missions dites de type Petersberg c'est à dire, pour simplifier, des missions humanitaires, d'évacuation de ressortissants, de maintien de la paix et de gestion des crises; finalement, pour faire ce qu'elle n'avait pas été capable de faire dans les crises internationales de la fin du siècle dans lesquelles elle était impliquée.

Bien des problèmes sont encore à préciser et à régler. Certains sont techniques, économiques ou financiers : ils trouveront plus ou moins vite leur solution. D'autres touchent à l'essentiel et, sur ceux là, les attentats du 11 septembre projettent une lumière inquiétante. On en retiendra deux qui, finalement, reviennent au même.

Le premier concerne la finalité de la force de projection qui se met en place.

Même si on oublie les incertitudes qui demeurent sur les conditions de son engagement, faute d'un pouvoir politique européen autonome et efficace, on peut légitimement se demander si les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité de l'Europe appellent des réponses selon l'éventail des actions de type Petersberg. En d'autres termes, qu'aurait fait l'Europe, même dotée d'une force de projection opérationnelle telle qu'elle la prépare, si les terroristes d'Al Qaida avaient frappé sur son territoire et non sur le continent américain ? Aurait-elle dépêché cette force en Afghanistan pour chasser le pouvoir taliban et démanteler les réseaux Ben Laden ? On peut, pour le moins, en douter pour de nombreuses raisons dont l'inadaptation de cette force à une mission de cette ampleur et de cette complexité stratégique n'est pas la moindre.

Ce qui amène à la seconde interrogation:

Si l'évolution de la violence est bien orientée comme le suggèrent les analyses ci dessus, la probabilité d'actions terroristes de masse ira croissant. Face à l'hyper terrorisme, l'avantage que les Européens pouvaient retirer de leur malheureuse familiarité avec le terrorisme classique et du savoir faire dont ils peuvent se prévaloir dans son combat, n'existe plus. Le nouveau terrorisme n'a pas seulement changé de degrés, c'est sa nature même qui diffère, qui appelle de nouvelles stratégies de réplique et des moyens qui y soient coordonnés.

Qui d'autres que l'hyper puissance américaine, comme on a essayé de le montrer, peut prétendre les mettre en œuvre et les déployer, précisément parce qu'elle sait que, de cette capacité, dépend la préservation de sa place dans le monde et l'accomplissement du rôle planétaire dont elle s'assure investie.

Confrontée à un tel cas de figure l'Union européenne, en dépit des efforts méritoires qu'elle accomplit pour affirmer son autonomie de défense, devra, comme par le passé quand sa sécurité dépendait de la garantie, notamment nucléaire, des Américains, rechercher cette même protection face au terrorisme et à ses avatars des temps nouveaux. Sans doute pourra t elle prendre, grâce à ses outils militaires renforcés et mieux unifiés, une part plus active à sa propre défense. Mais, tributaire des Etats Unis dont l'engagement sera apprécié à la seule aune de leurs intérêts vitaux, elle restera cantonnée dans le rôle de supplétif dont elle a appris à s'accommoder.

Ainsi, de ce point de vue également, les attentats du 11 septembre n'auraient rien changé de fondamental dans le domaine souvent controversé des rapports de sécurité entre les deux rives de l'Atlantique. Tout au plus, ils auraient mis un terme aux vellétés d'autonomie de défense exprimées par certains Européens que les débats autour de l'Otan et de sa place dans l'évolution du système européen de sécurité semblaient, dès avant l'été 2001, avoir tranché dans le sens d'un droit d'inventaire préalable des Etats Unis c'est à dire d'une tutelle américaine sur la défense de l'Europe.

Claude NIGOUL

<http://www.iehei.org/>

www.geopolitis.net